

Obama dévoile sa réforme de l'immigration

Le poids décisif du vote hispanique a relancé le débat sur le sort des 11 millions de clandestins.

LAURE MANDEVILLE

CORRESPONDANTE À WASHINGTON

ÉTATS-UNIS La classe politique est-elle mûre pour une grande réforme de l'immigration qui légaliserait notamment le statut des 11 millions d'immigrés clandestins présents aux États-Unis ?

Il y a sept ans, George W. Bush avait échoué dans ses efforts pour légiférer sur le sujet, se voyant infliger une défaite par son propre camp alors qu'il avait travaillé main dans la main avec les démocrates. Mais au lendemain d'une élection qui a révélé le poids décisif du vote hispanique, créant un électrochoc à l'intérieur d'un parti conservateur qui joue sa survie, les auspices n'ont jamais été aussi favorables, affirment politiques et experts. Une semaine après son investiture et un jour après l'annonce en fanfare d'un plan sénatorial bipartisan destiné à réformer la politique d'immigration, Barack Obama devait donc présenter ce mardi après-midi, depuis Las Vegas, une ébauche de sa propre vision. Encouragé par cette initiative audacieuse, le président s'appropriait à saluer « une percée » possible sur cette priorité de son deuxième mandat.

Le projet tout juste présenté par 8 pointures démocrates et républicaines – parmi lesquelles l'ancien candidat présidentiel John McCain et l'étoile montante du parti conservateur Marco Rubio – propose une légalisation provisoire du statut des clandestins, qui leur donnerait un droit au travail, en échange du paiement d'une amende. Il stipule qu'ils devraient se mettre dans « la file d'attente » existante pour obtenir la citoyenneté, mais qu'ils ne pourraient plus être expulsés dans l'intervalle.



Barack Obama embarque à bord d'Air Force One pour se rendre à Las Vegas, mardi sur la base d'Andrew, près de Washington. JASON REED/REUTERS

Cette initiative est « une grosse affaire » car elle propose une voie vers la citoyenneté pour les 11 millions de clandestins actuellement sans voie de recours aux États-Unis, s'est réjoui le porte-parole d'Obama Jay Carney.

Décourager les illégaux

Selon le *Washington Post*, le président s'appropriait à défendre, hier, une approche plus libérale, en insistant sur la nécessité de trouver un accès « plus direct » à la citoyenneté pour les clandestins. Il s'inquiéterait du risque d'enlèvement bureaucratique que pourrait générer le projet des sénateurs. Mais les experts notaient hier que ses propositions se garderaient pour autant d'être trop détaillées ou radicales. Le président doit en effet tracer une voie

médiane susceptible de satisfaire les Latinos qui ont voté pour lui, sans braquer un Parti républicain qui voit toute idée « d'amnistie » comme un danger d'encouragement à l'immigration illégale. Sa tactique pourrait consister à se positionner à gauche des « 8 », pour faire apparaître leur plan comme une voie centriste acceptable.

Les rangs conservateurs restent très divisés. Beaucoup d'élus, soucieux de ménager leurs électeurs, notamment dans des États frontaliers comme l'Arizona ou le Texas, freinent des quatre fers et proposent de s'en tenir à une politique décourageant l'immigration clandestine, en réduisant l'incitation à travailler en Amérique. Ils insistent sur la mise en place d'un système de vérification du statut des employés, qui forcerait les entreprises à débaucher les

illégaux. Mais John McCain, Marco Rubio et nombre de gouverneurs influents comme Jeb Bush estiment que la victoire d'Obama a changé la donne. Pour eux, il est temps pour les républicains d'adopter une approche plus ouverte et plus dynamique vis-à-vis de ses immigrés. McCain affirme que les garde-fous de son projet sénatorial empêcheraient une redite des erreurs de 1986, quand une amnistie avait suscité une vague massive de clandestins. Le plan des « 8 » appelle notamment à établir une connexion claire entre les besoins d'emplois et l'octroi de permis de travail aux étrangers, afin de décourager les illégaux. Il rendrait en revanche les entreprises responsables de l'embauche de clandestins.

Les milieux d'affaires – et notamment la Chambre de commerce américaine – se disent favorables à la réforme, invoquant leurs besoins de main-d'œuvre et le vieillissement de la population (un Américain sur 5 aura plus de 65 ans en 2035, contre un sur 10 aujourd'hui). Ils saluent le projet des « 8 », qui permettrait d'élargir la politique d'immigration légale, notamment pour les diplômés qualifiés. D'autres observateurs notent toutefois l'hypocrisie des entreprises qui ont exploité une main-d'œuvre illégale corvéable à merci, notamment dans certaines villes comme Tucson en Arizona, où les autorités les avaient de facto donné carte blanche.

Mais l'argument massue qui pourrait changer la donne au Congrès reste avant tout politique. John McCain ne s'en est pas caché lorsqu'on lui a demandé ce qui fait que cette fois serait la bonne. « Les élections, a-t-il répondu, sans fard. Le Parti républicain est en train de perdre le soutien de nos citoyens hispaniques. » ■